



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St/11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Operations Support Systems
Division/Systèmes de soutien des activités
opérationnelles

Portage III 12C1 - 42

11 Laurier Street/11, rue Laurier

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet IMIT MANGEMENT & PROJEC SERVICES | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation QA001-175431/A | Amendment No. - N° modif. 006 |
| Client Reference No. - N° de référence du client QA001-175431 | Date 2017-05-25 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XS-003-31395 | |
| File No. - N° de dossier 003xs.QA001-175431 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-06-08 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Smith, Kenneth | Buyer Id - Id de l'acheteur 003xs |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2211 () | FAX No. - N° de FAX (819) 956-8303 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Gestion de l'information et des technologies de l'information (GI/TI) et services liés aux projets

Modification n° 006 de la demande de soumissions

Partie A : Questions et réponses

Question n° 17

Nous comprenons qu'à la suite de l'achèvement récent d'un examen des marchés de services professionnels actuels et des besoins prévus en ressources contractuelles pour les deux à cinq prochaines années de la GI/TI d'Infrastructure Canada, il est nécessaire d'établir des accords contractuels pour la prestation de ressources dans trois domaines de besoins distincts : développement d'applications et gestions des données, GI/TI et services liés aux projets, et services de cyberprotection. Le contrat de développement d'applications et de gestions des données, dans le cadre de la demande de soumissions n° QA001-164451/A, a récemment été attribué et permet un accès à des ressources en géomatique et en systèmes d'information géospatiale (SIG).

Étant donné que l'énoncé des travaux (EDT) de la présente demande de propositions (DP) pour de la GI/TI et des services liés aux projets n'exige pas une spécialisation en SIG, et que l'État demande déjà trois autres niveaux d'architectes, nous recommandons que l'État retire la catégorie Architecte des applications de SIG de la présente DP.

Réponse n° 17

L'objet de la demande de soumissions n° QA001-164451/A était de soutenir le développement d'applications et la fonction de soutien d'Infrastructure Canada par le biais de ressources de services professionnels, tandis que cette demande de soumission et le contrat subséquent mettront davantage l'accent sur la planification de projet de GI/TI et sur les exigences en matière de gestion de projets de cette activité. Par conséquent, bien que le travail soutenu par chaque contrat diffère, certaines catégories de ressources des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) s'inscrivant dans la portée des DP ou contrats pourraient être les mêmes. La demande de propositions ne sera pas modifiée.

Question n° 18

Afin de permettre à un plus vaste éventail de soumissionnaires de participer et que vous ayez accès à une expérience qui reflète la taille et la complexité de cet engagement, nous demandons à l'État de confirmer la défection suivante de soumissionnaire, telle qu'elle a été acceptée et autorisée dans d'autres demandes de soumissions récentes comportant des besoins et des compétences spécialisées (p. ex. la demande du ministère de la Défense nationale W8484-14P2KP/B, et la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada W847L-170086/A) :

On entend par « soumissionnaire » une personne ou une entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités), qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Le terme comprenait également la société mère, les filiales et autres affiliées du soumissionnaire, ainsi que ses sous-traitants et/ou autres associations d'entités.

Réponse n° 18

La définition de « soumissionnaire » de 2003 (2016-04-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels est la définition normalisée utilisée et ne sera pas modifiée pour cette demande de soumissions. La demande de propositions ne sera pas modifiée.

Question n° 19

En ce qui concerne la partie 3 (instructions pour la préparation des soumissions), à la section 3.1 (e) Expérience de la coentreprise, on indique que : « ...toute exigence obligatoire et cotée de la présente demande de soumissions doit être satisfaite par au moins un membre de la coentreprise du soumissionnaire. Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre ensemble leurs capacités pour répondre à une exigence obligatoire et cotée donnée. Chaque fois qu'il démontre qu'il répond à une exigence obligatoire et cotée, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond... »

Tel qu'accepté dans une autre demande de soumissions récente (p. ex., la demande de Services partagés Canada 2B0KB-16-4710), permettre la mise en commun des jours facturables des membres de la coentreprise dans une coentreprise existante fournissant des SPICT afin de répondre à une exigence obligatoire ou cotée démontrerait la solidité de l'entreprise dans l'ensemble des 11 catégories et niveaux connexes demandés et garantirait à l'État que tous les membres de la coentreprise fournissant des SPICT peuvent s'acquitter de leur mandat.

Est-ce que l'État permettra aux membres de coentreprises fournissant des SPICT de mettre en commun leurs capacités pour répondre à l'exigence O-4?

Réponse n° 19

Non, veuillez consulter la section 3.1 (e) de la partie 3, où il est indiqué que « les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. » La demande de propositions ne sera pas modifiée.

Question n° 20

D'après ce que nous comprenons, seuls les critères d'évaluation obligatoires sont requis pour les ressources à l'étape de l'autorisation de tâches (AT), conformément à l'appendice C de l'annexe A (pages 1 à 31 de la DP) pour les volets de travail 1 et 2. Veuillez confirmer que notre hypothèse est correcte.

Réponse n° 20

C'est exact. Les ressources seront évaluées au moment de l'AT, conformément aux critères figurant à l'appendice C de l'annexe A, il n'y a aucun critère coté à l'étape de l'AT. Voir aussi la modification n° 003 à la demande de soumissions, qui comprend un appendice C de l'annexe A corrigé.

Question n° 21

Pièce jointe 4.1, volet de travail 2, C5 a) – Analyste des activités, Niveaux 2 et 3 (pages 24 à 29 de 55 de la DP). L'État accepterait-il 15 ans d'expérience à titre d'analyste des activités en remplacement d'une accréditation professionnelle en analyse des activités?

Réponse n° 21

Non.

Question n° 22

On fait référence à l'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT n° EN578-055605 partout dans la DP, même s'il ne s'agit pas de la dernière version de cet outil d'approvisionnement. Veuillez confirmer que l'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT n° EN578-170432 s'applique à cette invitation à soumissionner dans son ensemble.

Réponse n° 22

Oui, en raison de la plus récente mise à jour pour les SPICT, toutes les références à l'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT n° EN578-055605 sont remplacées par des références à l'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT n° EN578-170432. Voir la modification à la DP n° 6 ci-dessous et la modification n° 3 à l'APM.

Question n° 23

Partie 3, 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions, (a) Copies de la soumission (page 11 de 47 de la DP)

L'État accepterait-il une version électronique sur CD ou DVD de la réponse de la proposition au lieu d'une clé USB?

Réponse n° 23

Comme il est indiqué à la section 3.1 (a) de la partie 3, le Canada demande une version électronique sur clé USB, toutefois, si le soumissionnaire ne peut fournir qu'une version électronique sur CD ou DVD, elle sera acceptée.

Question n° 24

Partie 5 attestations et renseignements supplémentaires, 5.2 a) Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms (page 27 de 47 de la DP)

Les soumissionnaires doivent fournir une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire, avec leur arrangement en matière d'approvisionnement des SPICT, et devront garder cette liste à jour si des changements y sont apportés.

Est-ce que les soumissionnaires doivent donner la liste complète des noms des personnes qui sont actuellement directeurs du soumissionnaire avec la soumission?

Solicitation No. - N° de l'invitation
QA001-175431/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20175431

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
003xsQA001-175431

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Réponse n° 24

Comme il est indiqué à la section 5.2 (Attestations) de la partie 5 de la DP, « *Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.* »

Question n° 25

Le point (i) des instructions de l'appendice C de l'annexe A (page 2 de 31 de la DP) indique que les curriculum vitæ ne sont pas requis pour les ressources proposées. Toutefois, aux critères d'évaluation obligatoires (page 4 de 31 de la DP), on demande « ...un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ... »

Veuillez confirmer que les curriculum vitæ ne seront pas requis.

Réponse n° 25

Les curriculum vitæ ne sont pas requis pour cette DP.

Question n° 26

Veuillez confirmer que toute référence à un « architecte de SIG, niveau 3 » dans la DP signifie un « architecte d'applications de SIG, niveau 3 » comme le stipule l'arrangement en matière d'approvisionnement des SPICT.

Réponse n° 26

Oui, toute référence à un architecte de SIG, niveau 3 dans la DP signifie la catégorie de ressource G.4, architecte d'applications de SIG dans le cadre des SPICT.

Question n° 27

Au critère C-4 de la pièce jointe 4.1, volet de travail 2, (page 39 de 55 de la DP) il est indiqué ce qui suit : « ...en fournissant le nom d'au plus quatre ressources distinctes, en plus des ressources nommées en réponse au critère O-4 ci-dessus... »

Veuillez confirmer que nous devrions y lire huit ressources nommées, comme il est indiqué à O-4 (page 20 de la DP).

Réponse n° 27

Oui. Voir la modification n° 4 apportée à la DP figurant à la modification de l'invitation à soumissionner n° 003.

Solicitation No. - N° de l'invitation
QA001-175431/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20175431

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
003xsQA001-175431

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question n° 28

Au critère C-5 de la pièce jointe 4.1, volet de travail 2, (page 40 de 55 de la DP) il est indiqué ce qui suit :
« ...Critères d'évaluation : Le soumissionnaire se verra attribuer jusqu'à 50 points pour chacune des ressources (total de 450 points)... »

Veuillez confirmer que nous devrions y lire « 400 points ».

Réponse n° 28

Oui. Voir le changement à la DP n° 5 ci-dessous.

Question n° 29

Réf. : Architecte de la technologie, niveau 3, Critère coté c) – Compte tenu que l'État évaluera les projets d'une durée de 6 mois ou plus, est-ce que l'État pourrait considérer, pour les projets de longue durée, que chaque période de 6 mois correspond à un seul projet? Par exemple, un projet d'une durée de 12 mois correspondrait à 2 projets.

Réponse n° 29

La demande a été examinée et le besoin ne sera pas modifié.

Partie B : Modifications apportées à la demande de propositions

N° 5 Au critère d'évaluation des soumissions C-5 de la pièce jointe 4.1, Expertise technique des ressources nommées

Supprimer :

Critères d'évaluation : Le soumissionnaire se verra attribuer jusqu'à 50 points pour chacune des ressources (total de 450 points), les points étant accordés comme suit :

Et remplacer par :

Critères d'évaluation : Le soumissionnaire se verra attribuer jusqu'à 50 points pour chacune des ressources (total de 400 points), les points étant accordés comme suit :

N° 6 – À la Partie 1, Section 1.2, Résumé, f) et g) :

Supprimer : Les points f) et g) de la Section 1.2, Résumé, de la Partie 1, en entier.

Et remplacer par :

- (f) Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, avec des *catégories de ressources* dans le volet 1 et dans la région de la capitale nationale en vertu de la série d'AMA EN578-170432, peuvent présenter une soumission pour le volet 1. Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier

Solicitation No. - N° de l'invitation
QA001-175431/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20175431

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
003xsQA001-175431

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2, avec des *catégories de ressources* dans le volet 2 et dans la région de la capitale nationale en vertu de la série d'AMA EN578-170432 peuvent présenter une soumission pour le volet 2. Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, avec des *catégories de ressources* dans les volets 1 et 2 et dans la région de la capitale nationale en vertu de la série d'AMA EN578-170432 peuvent présenter une soumission pour les 1 et 2. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les autres termes qui ne sont pas expliqués dans la présente demande de soumissions ont la signification indiquée dans l'AMA pour des SPICT.

- (g) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-170432 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.